

Jeunes et minorités ethniques dans la presse européenne:
Les médias et les émeutes parisiennes de 2005

Paola García
Université d'Avignon, France

Jéssica Retis
Université de l'Etat de Californie à Northridge, United States

Abstract:

At the end of October 2005, unrest broke out in an unprecedented way in the suburbs of Paris. Violence ensued during the next three weeks following these events during which time police and youth collided. The riots spread out gradually across the country and forced the government to declare a state of emergency on November 8. Given the scale of the events, political and media reactions constructed a social debate and there are many who believed that France was undergoing a profound “crisis of meaning” and “identity crisis”. The riots are seen as reflecting the failure of the French integration model because the principal actors of the violence are mostly identified as immigrants. In this article we seek to analyze and understand how media echoes public political debate. These questions will be examined through the analysis of editorials, newspaper articles and opinions derived from the national press.

Keywords: France; Immigration; Media; Riots; Suburbs; XXI Century

Résumé:

À la fin du mois d'octobre 2005, des émeutes sans précédent éclatent dans la banlieue parisienne. S'ensuivent alors trois semaines de violences durant lesquelles forces de l'ordre et jeunes s'affrontent. Les émeutes qui progressivement s'étendent sur l'ensemble du territoire contraignent le gouvernement à décréter l'état d'urgence le 8 novembre. Face à l'ampleur des événements, les réactions politiques et médiatiques ne se font pas attendre et nombreux sont ceux qui considèrent que la France traverse alors une profonde "crise de sens" et "crise d'identité". Les émeutes sont considérées comme le reflet de l'échec du modèle d'intégration à la française étant donné que les émeutiers sont identifiés en majorité comme étant issus de l'immigration. Nous verrons dans cet article de quelle manière le discours public, dont les médias se font l'écho, appréhende ces événements et quelle est l'interprétation qui en est faite. Nous aborderons ces questions à partir de l'analyse d'éditoriaux, d'articles de presse et d'opinion issus de la presse nationale.

Mots-clés: France; Immigration; Médias; Émeutes; Banlieues; XXIème Siècle

Cet article analyse les représentations que le discours public construit sur les conflits sociaux dont les principaux acteurs sont des jeunes appartenant à des minorités ethniques. Nous nous concentrons plus précisément sur les émeutes qui éclatent en région parisienne en octobre 2005 et sur le discours médiatique qui prétend alors saisir et expliquer ces événements.

S'il est vrai que les émeutes de 2005 ne constituent pas un phénomène nouveau en France, elles acquièrent toutefois un caractère inédit dans la mesure où elles se distinguent par leur durée, leur extension géographique et l'importance des réactions politiques et médiatiques qu'elles suscitent. Les faits ont duré approximativement trois semaines, des actes de violence ont été recensés dans deux cents villes de France et le 8 novembre, l'état d'urgence est décrété. Si l'on en croit la presse et les différents acteurs politiques, ces émeutes ont provoqué une "crise de sens" et "d'identité", sans précédent, mettant à mal le contrat social et politique national. Il convient dès lors de s'interroger sur la lecture qu'offrent les médias de cette crise: Qui sont les acteurs sociaux qui interviennent dans le débat public et médiatique suscité par les émeutes de 2005? Comment sont perçus les auteurs des violences? Et quelle est l'interprétation qui est faite des événements?

Afin de répondre à ces questions, nous avons choisi d'analyser les éditoriaux, les articles de presse et d'opinion des deux principaux journaux nationaux français, à savoir *Le Monde* et *Le Figaro*. Dans une première partie, nous mettons à jour les processus de stigmatisation qui caractérisent les banlieues depuis les années 1990 et qui en font par définition des espaces violents. A chaque émeute, le débat médiatique et politique s'articule autour du concept de violence urbaine rendant les agissements des jeunes émeutiers hautement menaçants pour l'intérêt national. Nous montrons que c'est cette même mécanique qui est à l'œuvre dans la signification et l'interprétation faites sur les événements de 2005.

Dans une seconde partie, nous analysons la représentation que les médias construisent sur les auteurs des émeutes, les jeunes de banlieues. Ces derniers sont définis et identifiés essentiellement à partir de la catégorie générationnelle et territoriale, d'une part et de leur appartenance ethnique et religieuse, d'autre part. Les représentations médiatiques sont empreintes de la notion de déviance: les jeunes sont définis comme "immigrés", "délinquants", "islamistes" et leur violence est perçue comme étant dépourvue de toute portée politique.

Retour sur les Emeutes de 2005

Le déclenchement des émeutes

Les émeutes de 2005 ont pour origine des événements survenus dans la ville de Clichy-sous-Bois, qui se trouve à 15 kilomètres de Paris et qui compte environ 28 000 habitants¹. Comme dans le cas d'émeutes survenues antérieurement², la mort accidentelle de jeunes provoquée par une intervention des forces de l'ordre déclenche la colère des jeunes du quartier et les violences qui s'ensuivent.

Le 27 octobre 2005, trois jeunes qui prétendaient échapper à un contrôle policier, s'introduisent illégalement dans un transformateur haute tension. Deux d'entre eux meurent électrocutés. A partir d'alors, les autorités relayées par les médias, rejettent clairement toute implication des forces de l'ordre dans l'accident. Ainsi, le Ministre de l'Intérieur, Nicolas Sarkozy indique que "La police ne poursuivait pas physiquement les adolescents", déclarations confirmées par le secrétaire général de la préfecture qui affirme que "Les forces de l'ordre ne sont arrivées sur les lieux qu'à 18H53, au même moment que les pompiers" (Chavet, 2005, octobre 29-30).

S'il est vrai que certains journaux présentent des versions qui contredisent ces faits³, la majorité suit toutefois la ligne argumentaire institutionnelle. Ainsi, *Le Figaro* publie, conjointement à sa chronique "Détresse et consternation à Clichy-sous-Bois", datée du 29 et 30 octobre, un schéma illustratif réalisé à partir de la version officielle. En outre, les 30 et 31 octobre, *Le Monde* publie une chronique dans laquelle cette version des faits est confirmée (Ceaux, 2005, octobre 30-31). Il est expliqué que la police était intervenue à Livry-Gargan, agglomération située près de Clichy, parce qu'un groupe de jeunes tentait de s'introduire illégalement sur un chantier afin de commettre un cambriolage. La police parvient alors à arrêter six jeunes tandis que trois s'enfuient, trouvant refuge dans le transformateur électrique de Clichy-sous-Bois. La véracité de ces faits est corroborée, selon l'article du *Monde*, par le témoignage du troisième jeune homme survivant que les autorités ont interrogé à l'hôpital et qui ne fait aucune mention de la présence de policiers poursuivant les jeunes et les obligeant à pénétrer dans le transformateur électrique.

Toutefois, la version du cambriolage sera rapidement démentie et il sera prouvé que les policiers étaient bien présents au moment du drame (Morice, 2005; Kokoreff, 2008). La mort des deux jeunes et le déni de réalité, fruit d'une manipulation politique et médiatique dont se sentent victimes les jeunes, fonctionne comme élément déclencheur des émeutes. Mais, la toile de fond de ces événements est en réalité le rapport de force violent et hautement conflictuel qu'entretiennent jeunes et policiers au quotidien et ce depuis de nombreuses années (Kokoreff, 2008). En ce sens, les émeutes auront comme caractéristique principale la confrontation directe des jeunes de banlieues avec les forces de l'ordre.

Laurent Mucchielli (2006) dans son introduction identifie trois phases du conflit. La première dure cinq jours, elle commence la nuit où meurent les jeunes et s'intensifie la nuit suivante, à savoir le 28-29 octobre. Au cours de la nuit du 29 au 30, l'intensité des violences diminue jusqu'à la nuit suivante, lorsque les CRS lancent une grenade qui explose devant la mosquée de Clichy. La deuxième phase des émeutes commence alors et se caractérise essentiellement par l'extension du conflit aux autres banlieues parisiennes. A partir du 3 et 4 novembre, nous entrons dans la troisième phase, au cours de laquelle les émeutes ont une dimension nationale et éclatent dans diverses villes de France. Dans la nuit du 7 au 8 novembre, les émeutes atteignent leur niveau de violence maximum: 1500 voitures sont brûlées, en majorité dans les villes de province. Peu à peu les actes de violence diminuent jusqu'à ce que le 17 novembre, le Ministre de l'Intérieur déclare le retour à une situation normale.

La Violence urbaine comme cadre explicatif des émeutes

Bien que *Le Monde* considère qu'il existe une relation certaine entre les émeutes et la mort des deux jeunes de Clichy-sous-Bois, il ne la considère pas comme le véritable facteur ayant conduit à cette situation. Il dénonce en revanche une violence urbaine latente et structurelle, caractéristique de certaines périphéries urbaines parisiennes. Le 29 octobre, le journal consacre, dans sa section "Société"—ayant pour sous-titre: "Violences"—une page entière aux faits survenus à Clichy-sous-Bois la nuit antérieure. En outre, il est inclus dans l'article principal une note de presse ayant pour titre: "Les violences urbaines, un phénomène difficile à quantifier".

Le 4 novembre, *Le Monde* publie un rapport provenant de la direction centrale des renseignements généraux qui porte sur les violences urbaines et où apparaît une série de données statistiques qui indique que 70 000 cas de violences urbaines ont été recensés depuis janvier 2005 (Smolar, 2005, novembre 4). Ces données, reprises dans l'éditorial intitulé "Dérisoires zizanies" et publié le même jour, conclut que face à l'ampleur du phénomène, tant les partis de droite comme ceux de gauche sont en réalité totalement impuissants. L'idée d'une violence urbaine comme fait structurel est également reprise par *Le Figaro* dans son éditorial du 4 novembre, intitulé "Banlieues: vingt-cinq ans après". L'éditorialiste inscrit les émeutes de 2005 dans ce qui serait une sorte "d'histoire de la violence" des banlieues françaises, en rappelant par exemple les pics de violence enregistrés au début des années 1990. Il offre alors une vision alarmiste de la situation en affirmant que la violence est devenue un fait récurrent qu'aucun parti politique n'est parvenu à endiguer.

A ce stade de l'analyse il est intéressant de noter que face à un phénomène nouveau (émeutes de 2005) ce sont des arguments explicatifs anciens qui sont repris. Le thème de la violence urbaine apparaît en effet dans le débat public à partir des années 1980. Cette violence est alors définie comme un phénomène spectaculaire, circonscrit à un espace géographique spécifique, dont les auteurs sont clairement identifiés: il s'agit des fils de Harkis, installés dans les banlieues, laissés à l'abandon par la société française et qui se rebellent contre cette injustice dont leurs parents et eux-mêmes sont victimes (Champagne, 2000). Mais, ce sont les incidents de Vaulx-en-Velin, dans la banlieue lyonnaise au début des années 1990, qui marquent un changement fondamental dans l'interprétation de la violence. Celle-ci sera alors perçue comme gratuite, comme simple défi lancé à l'ordre public et sera irrémédiablement associée à la délinquance (trafics de drogue, vols de voiture, etc.). Champagne (Ibid) souligne le processus d'autonomisation de la violence qui semble dès lors exister par elle-même et qui est interprétée comme fait structurel sans besoin d'être mise en rapport avec un quelconque contexte social.

Cette construction idéologique qui s'opère entre autres au travers des médias, rend inopérant le discours de la compassion pour appréhender les émeutes qui ne peuvent qu'être condamnées par l'ensemble de la société.

Aborder médiatiquement et de façon récurrente la question des émeutes sous l'angle de la violence urbaine est loin d'être un acte de signification anodin. C'est en réalité imposer à l'opinion publique la notion de déviance comme schéma d'interprétation des actes violents. Ces derniers pourront dès lors faire l'objet d'un processus de stigmatisation (Goffman, 1975) qui les élèvera irréductiblement à la catégorie de "problème social" et imposera de façon relativement consensuelle le besoin de contrôle social.

La Stigmatisation du territoire

La violence urbaine est définie comme appartenant à un espace géographique bien précis. Elle semble se manifester quasi exclusivement dans les cités des banlieues des grandes agglomérations de l'hexagone, ce qui explique que dès le début des émeutes, tant *Le Figaro* comme *Le Monde* insistent dans les titres de leurs articles sur la localisation des faits:

- Violents affrontements dans des cités de Seine-Saint-Denis (*Le Monde*, 2005, octobre 29).
- Nuit d'émeutes à Clichy-sous-Bois après la mort de deux adolescents (*Le Monde*, 2005, octobre 29).
- Détresse et consternation à Clichy-sous-Bois (*Le Figaro*, 2005, novembre 29-30).
- Clichy-sous-Bois reste une poudrière (*Le Figaro*, 2005, novembre 1).

Les émeutes qui éclatent alors se limitent au début à la périphérie urbaine de Paris, puis gagnent celles d'autres villes. Ces périphéries se caractérisent par la présence de grandes urbanisations d'habitats sociaux, de grands et hauts édifices construits à partir de 1950. Dans le contexte de transformation économique et sociale de l'après-guerre, ces constructions ont permis d'accueillir des populations provenant de zones rurales et des travailleurs étrangers (Italiens, Espagnols, Algériens, Portugais, etc.). Cependant à la fin des années 1960, on observe une détérioration de ces habitations ayant une incidence négative sur les conditions de vie des habitants. Face à cette situation, les familles dont les revenus économiques sont quelque peu plus élevés abandonnent ces quartiers et sont alors remplacées par des familles se trouvant dans une situation sociale et professionnelle plus précaire⁴. La concentration de population pauvre, en majorité d'origine étrangère, est donc chaque fois plus importante.

Dans les années 1990, les concepts d'intégration et d'assimilation envahissent le discours médiatique pour penser le phénomène de l'immigration et se transposent à la représentation des banlieues, identifiées à partir d'alors comme des espaces exclusifs de l'immigration, c'est-à-dire en définitif comme de véritables ghettos ethniques. A la fin de cette même décennie, les banlieues commencent à être considérées médiatiquement comme des univers générateurs de violences, des espaces dangereux et menaçants pour le reste de la société:

Les images de l'espace en guerre, que ce soit au travers "des violences urbaines", de l'islamisme, traversent la décennie 90 en croissance continue, avec des pics autour de la guerre du Golfe, des attentats de 1995, du 11 septembre et de chaque élection présidentielle.

(Rigouste, 2004: 77)

Ce sont précisément ces représentations que le discours médiatique continue à mobiliser lors des émeutes de 2005, enfermant chaque fois davantage les altérités sociales marginales dans des espaces géographiques singuliers. Les banlieues sont assimilées en 2005 par la presse de référence à des "ghettos", des "zones sans loi", des "zones sensibles" ou encore des "territoires perdus de la République", espaces de grande concentration de violences, d'impunité, etc. Lorsque les émeutes éclatent, *Le Monde* établit le 29 octobre une carte des banlieues considérées dangereuses à partir de données institutionnelles présentées dans un rapport de la direction générale de la gendarmerie nationale (DGGN). Les médias se font alors l'écho de ce qui semble être une "géographie de l'insécurité" et le 8 novembre une carte des principales villes des banlieues parisiennes où ont éclaté les émeutes est publiée. Dans chaque cas, le degré d'intensité des émeutes est indiqué. Un schéma présentant la quantité d'arrestations et de voitures brûlées du 27 octobre au 7 novembre est également établi. Le 11 novembre, toujours dans le journal *Le Monde*, une autre carte est publiée, présentant cette fois les "quartiers-ghettos" ayant "proliféré" en France en l'espace d'une génération.

En outre, une ancienne dichotomie territoriale semble réactivée, opposant les banlieues, représentées dans l'imaginaire urbain comme un espace barbare, aux grandes agglomérations. La périphérie encercle le centre ou mieux encore, les barbares attaquent la ville, provoquant alors des craintes de dérives semblables à celles vécues aux Etats-Unis où le modèle communautaire est dominant et où les violences des rapports sociaux se révèlent être extrêmes (Rey, 1996). Dans une chronique politique datée du 5 novembre dans *Le Monde*, il est dit que si les émeutes avaient eu lieu dans les banlieues de Lyon ou de Marseille, elles n'auraient pas eu le même impact médiatique et politique (Jarreau, 2005, novembre 5). La proximité géographique des émeutes avec Paris, cœur du pouvoir politique, est interprétée par les différents acteurs sociaux et politiques comme une attaque symbolique faite à l'Etat. Cette interprétation des faits propulse les émeutes en première page de la presse nationale et les tensions entre la capitale et ses périphéries augmentent et ce, tout particulièrement au cours du week-end du 11 novembre, lorsque des rumeurs commencent à circuler sur une possible "descente de jeunes" sur Paris. *Le Figaro* publie alors un article intitulé: "Week-end sous tension dans la capitale" (2005, novembre 11) qui annonce que: "La police craint en effet de voir déferler des émeutiers dans la ville durant les trois jours de congés consécutifs". *Le Monde* (2005, novembre 12), avec un titre en première page particulièrement angoissant—"Violence urbaine: l'inconnue du week-end"—fait également référence à une possible "descente sur la capitale" des émeutiers.

La criminalisation du territoire qui est faite conduit naturellement à la stigmatisation de la jeunesse qui y réside et les émeutiers sont alors perçus comme une menace pour la société toute entière. Le discours public s'efforce alors d'établir une différenciation entre ces jeunes émeutiers et les "autres habitants" des banlieues, "ceux qui veulent s'en sortir", "les gens à qui on brûle les voitures", "les bons citoyens", en définitive, ceux qui sont victimes des violences urbaines. On oppose les jeunes émeutiers délinquants minoritaires à l'immense majorité des habitants des banlieues. Dès que les émeutes ont éclaté, le paradigme minorité/majorité apparaît dans plusieurs articles de presse et dans de nombreuses déclarations d'acteurs politiques: les partisans de droite

mobilisent ce paradigme pour appuyer et justifier la politique du gouvernement tandis que les partisans de gauche, en particulier les politiques du parti communiste, l'utilisent pour éviter de stigmatiser l'ensemble de la population (Le Goaziou, 2006). Cette catégorisation ("les bons" versus "les mauvais") qui désigne et distingue les auteurs des violences du reste de la population proportionne en définitive une lecture rapide et immédiate, bien que simplificatrice, des événements violents qui apparaissent comme particulièrement terrifiants pour l'ensemble de la population.

Cependant, Stuart Hall (2007), qui s'est intéressé aux mouvements de protestations estudiantines qui ont eu lieu à la London School of Economics en 1969 et à l'Université de Birmingham en 1968, pense que le paradigme minorité/majorité ne sert pas seulement à expliquer et rendre compte d'un phénomène social hautement problématique et difficilement intelligible. Il considère que le binôme contient en soi des logiques de contention qui justifient au final des actions à caractère répressif. Ce n'est donc pas un hasard si le Ministre de l'Intérieur, Nicolas Sarkozy, qui s'exprime dans la section "Horizon-Débats" du journal *Le Monde*, le 6-7 novembre, justifie sa politique sécuritaire en réaffirmant avec virulence cette dichotomie. En outre, il n'hésite pas à mobiliser les stéréotypes qui assimilent la banlieue à des espaces criminels: "Nous ne tolérons plus les 'zones interdites', où le crime organisé et les trafics mafieux règnent en maître et où les honnêtes gens sont obligés de se taire et de baisser les yeux" (Sarkozy, 2005, novembre 6-7).

Le binôme minorité/majorité est devenu en définitive une des structures rhétoriques les plus utilisées et surtout des plus efficaces pour la signification de la déviance (Hall, 2007). Elle a d'une part un pouvoir cognitif, dans ce cas, celui différencier deux types de citoyen, "les bons" et "les mauvais". D'autre part, un pouvoir évaluatif; elle valorise un groupe (ici, la majorité) plutôt qu'un autre (la minorité). Enfin, elle a un pouvoir génératif car, une fois classé, le groupe dévalorisé va se voir attribuer des caractéristiques et des identités (processus d'étiquetage) propres à d'autres groupes déviants fortement stéréotypés. Rien d'étonnant alors à ce que les émeutiers soient assimilés à de simples "voyous", "délinquants", puis à des "caïds", à des "étrangers" et enfin, à des "islamistes", comme nous le verrons plus en détail dans la partie qui suit.

Représentations Médiatiques des Acteurs des Emeutes: Les Jeunes de Banlieues

Emeutiers et délinquance

Dès le début du conflit, les auteurs des violences sont identifiés dans tous les journaux à partir de la catégorie générationnelle (jeune), à partir du genre (masculin), de l'appartenance ethnique (arabe/noir), religieuse (musulman) et territoriale (banlieue). En premier lieu, ces jeunes ont, selon *Le Figaro*, entre 15 et 20 ans et sont considérés comme délinquants (Chavet, Cornevin & Négroni, 2005, novembre 1). *Le Monde* quant à lui associe le terme jeune avec "groupes de jeunes", "bandes de jeunes", "jeunes émeutiers", "petits groupes", "agresseurs", faisant ainsi allusion à une violence organisée et refusant de considérer le caractère spontané et collectif des émeutes (Garcin-Marro, 2007). Ces arguments reprennent en réalité le discours institutionnel, policier en particulier. Au moment où les affrontements s'intensifient, les services de l'ordre n'hésitent pas à considérer les émeutes comme le résultat de l'action de "bandes organisées" (Ceaux, 2005, novembre 4). Toutefois, les renseignements généraux n'ont pu établir de lien tangible entre les émeutes et les supposées bandes ou guérillas urbaines. Le journal, *Le Parisien*,

publie le 7 décembre 2005 un rapport émanant des renseignements généraux daté du 23 novembre où il apparaît que les émeutes sont considérées comme une insurrection dépourvue d'une quelconque organisation (Mucchielli, 2006).

Le Figaro pour sa part livre un portrait fort négatif des jeunes, en faisant référence à une jeunesse qui transgresse les règles élémentaires de la République, une jeunesse “hors la loi”, déviante, définie surtout à partir du cadre d'une violence structurelle incontrôlée. Des termes comme jeunes “pleins de haine”, “racailles”, “sauvages”, “barbares”, “trafiquants de drogue”, “casseurs” apparaissent et plus tard, le 5 et 6 novembre, “voyous”, “enragés”, etc. En outre, *Le Monde* dans son édition du 30 et 31 octobre 2005, publie dans les pages dédiées aux émeutes, un article intitulé: “Le conseil général du Nord va ouvrir deux structures d'accueil pour les mineurs étrangers isolés”. Cette association, bien qu'indirecte, entre “casseurs”, “mineurs” et “étrangers” rend encore plus inquiétantes et dangereuses les formes de violences qui se développent. Dès le début des émeutes, le Ministre de l'Intérieur déclare devant l'Assemblée Nationale qu'entre 75% et 80% des jeunes émeutiers sont des délinquants connus des services de police. Le 5 et 6 novembre, *Le Figaro* publie un article intitulé: “Emeutes: des meneurs au profil récidiviste” et parle de délinquants “confirmés” qui constitueraient l'immense majorité des émeutiers. Cependant, ces affirmations seront démenties par les juges qui dans leur ensemble considèrent qu'il s'agit plutôt de primo-délinquants sans antécédents judiciaires (AFP, 2005, novembre 17).

La représentation des jeunes comme délinquants “expérimentés” et les émeutes comme fait social organisé par des bandes n'a rien de nouveau dans le discours public dominant. Ces arguments font plus largement partie du discours policier sur les “violences urbaines” et ce depuis les années 1990 (Mucchielli, 2002).

Emeutiers et Immigration

La presse définit constamment ces jeunes à partir de leur supposée condition d'immigré ou d'étranger à travers l'emploi de termes comme “jeunes immigrés”, “jeunes nés de parents étrangers”, “fils de l'immigration”, “jeunes de deuxième génération” ou “jeunes étrangers”. L'ensemble de ces termes est utilisé de façon indifférenciée tant dans le discours médiatique que politique. La notion d'immigré se confond souvent avec celle d'étranger, catégorie sociale fortement stigmatisée, qui tend à inclure souvent des français, descendants d'immigrés. Dans le cadre de la législation française, l'étranger n'est pas nécessairement un immigré et vice-versa, l'immigré n'est pas toujours un étranger. L'étranger n'a pas dans tous les cas vécu l'expérience migratoire et peut simplement se définir à partir de sa nationalité étrangère. En revanche, l'immigré a une expérience migratoire mais peut jouir de la nationalité française. Par conséquent, un enfant de nationalité étrangère né hors de France appartient comme ses parents à la catégorie d'immigré et il n'y a pas de raison pour qu'il soit considéré comme “immigré de deuxième génération”. Un enfant né en France de parents immigrés appartient pour sa part, à la première génération d'enfants nés de parents immigrés.

La catégorisation de “deuxième génération d'immigrés” apparaît dans le débat public dans les années 1980 et fait référence à une figure sociale spécifique qui est celle des jeunes provenant de quartiers dits “sensibles” (Santelli, 2005). Toutefois, ces jeunes sont perçus dans l'imaginaire social exclusivement comme descendants d'immigrés post-coloniaux (Noiriel, 1988). Ainsi, lorsqu'une situation conflictuelle impliquant ces acteurs sociaux apparaît, les anciennes tensions liées aux contextes coloniaux resurgissent (Bourtel & Vidal, 2005). Lors des émeutes, la population d'origine magrébine et subsaharienne a été particulièrement visée et le 11

novembre *Le Figaro* publie un article ayant pour titre: “Davantage de Noirs chez les émeutiers”. Un processus de communautarisation de l’information se produit alors en associant un acte délictueux avec une origine et qui plus est, en tentant de l’expliquer précisément par l’origine ethnique et culturelle en question (Rigoni, 2007a)⁵. La presse se fait alors l’écho de supposées caractéristiques culturelles des immigrés incompatibles avec les valeurs de la République à l’image de la polygamie⁶. Ces relations de causalité ne font que confirmer dans l’imaginaire collectif le caractère profondément déviant des émeutes puisque les principaux acteurs impliqués font preuve d’un comportement socialement réprouvé.

La mention de la filiation avec l’immigration en général et avec certains groupes en particulier (magrébins, subsahariens), provient en réalité d’une stratégie de discrimination—propre dans un premier temps au discours d’extrême droite—qui, depuis des décennies, s’est consolidée et banalisée en France, permettant d’associer l’immigration à n’importe quelle situation sociale conflictuelle. C’est précisément dans cette logique argumentaire que se situe un des premiers éditoriaux du *Figaro* qui considère les émeutes comme la conséquence directe “d’une politique d’immigration sans contrôle que la France subit aujourd’hui” (Brézet, 2005, novembre 4). L’éditorialiste affirme que:

En ouvrant en 1974, les vannes de l’immigration familiale qu’ils ont ensuite laissée se transformer en immigration d’ayant droit (allocations familiales, RMI, AME), les gouvernements successifs ont créé les conditions de la saturation des mécanismes d’intégration. Il faut d’urgence maîtriser les flux des entrées, régulières et clandestines, sinon dans quinze ans, ce sont les enfants des arrivants d’aujourd’hui qui mettront le feu aux “quartiers”.

D’un autre côté, certaines déclarations du Ministre de l’Intérieur, Nicolas Sarkozy, ont clairement laissé entendre qu’un grand nombre d’émeutiers était étrangers et qu’ils seraient expulsés au moment de leur arrestation (van Eeckhout, 2005, novembre, 11). Cependant, il s’est avéré que seul 6% des jeunes arrêtés étaient étrangers (Tabet, 2005, novembre, 11) mais en faisant de telles déclarations, le Ministre de l’Intérieur parvient, à partir de la classique dichotomie qui établit une différenciation entre un *Nous/Autochtones* et un *Eux/Etrangers* (Tajfel, 1982; Guillaumin, 2002), à mettre en place un discours discriminant et belliqueux à l’encontre des jeunes émeutiers, justifiant ainsi sa politique sécuritaire. Ce discours gagne en importance et en intensité dès lors que la question religieuse se présente comme élément explicatif des violences.

Emeutes et Religion

Bien qu’un rapport des RG en date du 23 novembre 2005 ait démenti toute relation entre émeutes et groupes religieux extrémistes, le thème de l’islam n’a pas manqué d’apparaître dans le discours public.

Les émeutes sont présentées comme le résultat non seulement des politiques migratoires du pays, mais également comme la conséquence d’un islamisme radical. *Le Figaro*, dans une de ses notes d’opinion du 4 novembre (moment où les émeutes acquièrent une dimension nationale) établit une comparaison inquiétante entre les émeutes et les guérillas palestiniennes, considérant alors les émeutes comme un début d’Intifada (Rioufol, 2005, novembre 4). Dès lors, la problématique des émeutes se situe clairement sous le signe de l’affrontement, voire même de la

guerre. En outre, un article publié le 15 novembre dans *Le Figaro*, intitulé “Sécurité: les démocraties contraintes aux lois d’exception”, met explicitement en relation les terroristes avec les immigrés clandestins ou les jeunes émeutiers et insiste sur le fait que ce sont eux qui ont conduit certains gouvernements (espagnol, français et nord-américain, entre autres), à prendre des mesures juridiques inédites. La figure du terroriste est alors étroitement associée à l’islam, comme une composante qui lui est presque inhérente, et justifie la mise en place de politiques sécuritaires et de contrôle des flux migratoires toujours plus restrictives tout en marginalisant une partie de la population, les descendants d’immigrés post-coloniaux.

De nombreux auteurs (Deltombe, 2005; Rigouste, 2004) ont montré qu’une image simpliste et schématique de l’islam s’est construite tout au long de ces dernières années opposant d’un côté les musulmans dits “intégrés” et présentés comme étant majoritaires bien que peu visibles dans les médias, aux musulmans “intégristes et terroristes”, considérés eux comme minoritaires mais surreprésentés sur la scène médiatique. La question de l’islam est en général abordée dans la presse presque exclusivement sous le signe de la menace, du danger, de la subversion ou, dans le meilleur des cas, sous l’angle de l’altérité. En réalité, l’islam est rarement considéré comme croyance privée légitime dans le contexte de la liberté de culte garantie par la République laïque française (Rigoni, 2007a).

Les Emeutes de 2005 ont-elle une Dimension Politique?

Faisant référence à divers thèmes liés aux violences urbaines, Rigouste (2004) signale que la presse tente par tous les moyens de montrer l’absurdité des actes de violence et l’irresponsabilité de leurs auteurs. Ce constat est également valable dans le cadre des émeutes de 2005. De nombreux journalistes et acteurs politiques insistent sur l’absence de revendication politique et sociale de la part des jeunes et sur le caractère irrationnel de leurs actes, tandis que d’autres considèrent que la violence dont ils font preuve n’est rien d’autre que l’expression de la haine envers la République française et peut même être interprétée comme un rejet de “l’Occident”. En outre, certains commentateurs vont même jusqu’à considérer les auteurs de ces faits comme une “génération perdue. Une génération empêtrée dans un no man’s culturel et identitaire” (Aliagas, 2005, novembre 11).

La volonté de dépolitisation des émeutes est donc très claire et répond sans doute à une stratégie d’exclusion et d’isolement de potentiels groupes minoritaires émergents. En présentant la problématique des émeutes sous l’angle quasi exclusif des violences urbaines et a fortiori de la déviance, les médias et les élites politiques sont parvenus à discréditer les actions des jeunes vivant dans les banlieues en les présentant comme contraires à l’intérêt général. A ce titre, elles ne pouvaient acquérir une dimension politique légitime et ne pouvaient donc véritablement déstabiliser les rapports de force sociaux et politiques traditionnels. Cette constatation, n’est pas sans conséquence sur le plan du pluralisme démocratique affiché par la France. En effet, il semble que le jeu démocratique permette théoriquement l’émergence de nouveaux acteurs politiques minoritaires mais les faits contestent quelque peu ce présupposé. Force est de constater que les groupes minoritaires considérés comme les plus déviants et se situant en dehors de tout consensus, ne peuvent entrer légitimement dans le champ du politique. Ce qui est en jeu dans le conflit social provoqué par les émeutes, c’est en définitive, ce que Stuart Hall (2007) identifie comme “la lutte pour le sens” qui consiste précisément en la capacité des différents groupes en présence à produire de la signification. S’opposent alors les porte-paroles légitimes, ceux qui représentent les forces politiques conventionnelles, qui ont accès, au travers des médias

notamment, au discours public, à ceux soumis au silence et médiatiquement peu représentés, comme les jeunes de banlieues, contraints d'investir l'espace de la violence pour se faire entendre.

L'accès à la pleine citoyenneté s'avère sans aucun doute difficile pour ces jeunes, français dans leur ensemble, mais qui se sentent marginalisés, stigmatisés, et par conséquent, peu intégrés à la société française. Ils ne se reconnaissent nullement dans les forces politiques traditionnelles et selon Mucchielli (2006), ils ne seraient en mesure de construire des actions collectives organisées, autonomes et pacifiques. Cependant, comme le signale Michel Kokoreff dans une entrevue accordée au journal *Libération* en février 2008, si le fait de brûler des voitures n'est pas un acte politique en soi, cela ne veut pas dire qu'il n'ait pas de signification (Kokoreff, 2008, février 16). Il s'agit de considérer que nous sommes face à une forme d'action non conventionnelle: l'émotion collective et la colère qui se font jour lors des émeutes de 2005 traduisent tant un désir de confrontation comme une capacité d'interpeler l'Etat français et d'entrer ainsi dans le champ politique. Toujours selon Kokoreff (2008: 98), "L'émeute s'inscrit dans une stratégie de protestation sociale qui passe par un désir de visibilité et de reconnaissance" dont ces jeunes de banlieues ont été privés jusqu'alors.

L'historienne Françoise Blum, propose également une lecture similaire des événements dans un article d'opinion publié dans *Le Monde* (2005, novembre 11) et intitulé: "Ils sont entrés en politique". L'historienne insiste sur le fait que les jeunes sont devenus des acteurs de l'espace public et, en exigeant la démission du Ministre de l'Intérieur, ils déstabilisent d'une certaine manière le gouvernement français. En juin 2005, quelques mois avant les émeutes, Nicolas Sarkozy organise un déplacement dans la Cité des 4000, située dans la banlieue parisienne de la Courneuve. Sur place le Ministre de l'Intérieur est alors interpellé par un habitant qui se plaint de l'augmentation de la violence dans le quartier. Nicolas Sarkozy s'engage alors à "nettoyer au karcher" le quartier et faire en sorte de neutraliser les jeunes, considérés en majorité comme délinquants. Le 25 octobre 2005, en visite à Argenteuil, Nicolas Sarkozy emploie le terme "racaille" pour désigner les jeunes du quartier, provoquant alors des réactions hostiles de la part de cette jeunesse qui se sent humiliée et insultée par le Ministre de l'Intérieur. L'attitude provocatrice de Nicolas Sarkozy envers les jeunes a sans doute exacerbé les violences qui éclatent quelques jours plus tard et a poussé les émeutiers à exiger la démission du Ministre.

Bien que ces derniers n'y soient pas parvenus, ils ont toutefois contraint les politiques à prendre des mesures en leur faveur car comme l'exprime un jeune dans un reportage du *Figaro* (2005, novembre 14): "Quand les gens ont peur, les politiques font attention, ils réfléchissent et finissent par proposer des solutions" (De Charrette, Gabizon, Négroni & Pech, 2005, novembre 14). Les émeutes de novembre 2005 ont effectivement conduit le gouvernement à prendre des mesures qui ont été considérées comme prioritaires dans l'agenda politique pendant de nombreuses semaines⁷. Toutefois, force est de constater que ces mesures n'ont donné que peu de résultats et ont même conduit à d'autres épisodes de violences, ceux survenus en mars 2006 lors des protestations du CPE et dont les principaux protagonistes seront cette fois les lycéens et universitaires des classes moyennes françaises (Kokoreff, 2008).

Conclusion

Le discours médiatique et politique s'est emparé des émeutes pour livrer un regard relativement homogène et hostile sur les jeunes des banlieues. Cette situation s'explique sans doute en raison du consensus qui apparaît rapidement au sein de la société française condamnant les violences,

en particulier lorsque celles-ci acquièrent une dimension nationale et que le président de la République semble contraint à déclarer l'état d'urgence. L'intérêt national acquiert alors une dimension symbolique qui le place au dessus de tout intérêt social collectif et le consensus politique et social est alors atteint. Dans ce contexte, les médias, bien que supposés impartiaux, peuvent difficilement aller à l'encontre du consensus, sans mettre en péril leur légitimité voire même leur existence (Hall, 2008).

La signification donnée aux émeutes de 2005 s'est construite à partir du cadre explicatif exclusif des violences urbaines et donc de la déviance. Ces concepts qui encadrent systématiquement et depuis des années le débat public suscité autour des émeutes, présentent d'emblée les actes de violence comme illégitimes, menaçants et sans portée politique. Ils sont réduits à de simples manifestations de délinquance ou, au mieux, à des expressions irrationnelles de sous-cultures déviantes. Les émeutes de 2005, ont une fois de plus rappelé que les groupes qui interpellent l'Etat et a fortiori, la société, à travers le conflit radical sont systématiquement stigmatisés et placés symboliquement aux marges du champ politique. C'est donc en toute logique que les élites politiques relayées par les médias consolident la représentation déjà fortement stigmatisée –lors des émeutes précédentes– des jeunes des quartiers (délinquants, immigrés, islamistes, etc.) qui n'ont pu s'exprimer que très rarement dans le discours public.

En outre, signifier les émeutes à partir des violences urbaines a conduit la presse nationale à faire grand usage des sources institutionnelles et policières dans sa lecture des événements, en particulier pour rendre compte de l'ampleur des comportements déviants des jeunes de banlieues et donner une dimension spectaculaire aux émeutes. Spectacularisation qui n'est pas sans rappeler le traitement médiatique fait aux émeutes de Los Angeles en 1992 et qui, dans le cas français a conduit à une montée en puissance de la violence en mettant en concurrence les banlieues de différentes villes de l'hexagone. De nombreux leaders politiques ont également contribué à attiser le feu en insistant sur la menace islamiste, sur la délinquance organisée, sur l'immigration, etc. Cette situation s'explique en grande partie par le contexte politique du moment: la pré-campagne des élections présidentielles. Les émeutes de 2005 ont servi en définitive d'espace de confrontation entre le Ministre de l'Intérieur, Nicolas Sarkozy, et Dominique De Villepin, Premier Ministre, tous deux alors potentiels candidats de l'UMP. S'il est vrai que les deux condamnent les violences, Dominique de Villepin montre un visage plus conciliateur que Nicolas Sarkozy qui choisit d'adopter un discours extrêmement sécuritaire qui reprend et renforce les stigmates des banlieues et de sa jeunesse. Cette stratégie, basée sur le retour de l'ordre, s'est avérée payante pour Nicolas Sarkozy contribuant sans aucun doute à son élection aux présidentielles en 2007.

Les événements récents, survenus en début d'année 2011 dans de nombreux pays arabes peuvent, toute proportion gardée, faire écho aux émeutes françaises, dans la mesure où elles sont l'œuvre de la jeunesse, sont survenues de façon soudaine, spontanée et sans leader politique apparent. Elles se distinguent en revanche par leurs formes et issues et naturellement par les caractéristiques des contextes sociaux et politiques dans lesquels se déroulent les événements. En outre, la marginalité sociale, géographique et numérique des jeunes de banlieues en 2005 contraste avec le niveau d'éducation des jeunes impliqués dans les révoltes arabes ainsi qu'avec la dimension massive et nationale de ce mouvement. Contrairement aux jeunes de banlieues, la jeunesse arabe a pu mettre à profit l'utilisation des nouvelles technologies pour sortir le mouvement contestataire de son isolement puis parvenir à une certaine forme d'organisation. Mais au-delà de ces différences force est de constater dans les deux cas des revendications similaires: volonté d'être entendu et reconnu, désir de visibilité sociale et politique et besoin de

représentation dans l'espace public. Il s'agit en définitif d'un défi lancé par les jeunes à l'Etat et par là même d'une remise en cause de la légitimité du pouvoir.

Aujourd'hui, les jeunes reviennent en force sur la scène publique non seulement dans les pays arabes mais également en Europe: en Grèce, au Portugal et en Espagne en particulier. Dans l'ensemble de ces pays, la jeunesse se mobilise pour manifester ouvertement son mécontentement face à une politique sociale et économique qui la marginalise chaque fois davantage. Le mal-être et le malaise qui commencent à s'exprimer ne semblent donc plus être propres aux jeunes de banlieues, mais se généralise progressivement à l'ensemble de la jeunesse des pays arabes et européens.

Notes

- 1 Le nombre d'habitants de Clichy-sous-Bois augmente considérablement au cours des années 1960-70 avec l'arrivée d'ouvriers étrangers. Dans les années 1990, le chômage augmente de façon importante, touchant 30% des jeunes de moins de 25% (Mucchielli, 2006).
 - 2 Depuis les années 1990, de nombreuses émeutes ont éclaté dans différentes villes de France: à Vaulx-en-Velin dans la banlieue de Lyon en 1990, à Fontenelles à Nanterre en 1995; à Saint-Jean à Chateauroux en 1996, à Danmarie-les-lys en Seine-et Marne en 1997; au Mirail à Toulouse en 1998; à Vauvert dans Le Gard en 1999 et à la Grande Borne à Grigny.
 - 3 Certains habitants assurent que les jeunes ont été poursuivis par la police, ce qui les a contraints à pénétrer dans le transformateur électrique.
 - 4 Trois types d'espaces urbains se distinguent alors: les périphéries riches, les centres historiques chics et les quartiers périphériques, isolés et marginalisés (Donzelot, 2004, cité par Mayer, 2007).
 - 5 Quelques mois après les émeutes, Nicolas Sarkozy dit être en faveur de la création d'un fichier national dans lequel apparaîtrait l'origine ethnique des délinquants (Rigoni, 2007a).
 - 6 C. G. (2005, novembre, 17). Les enfants de familles polygames montrés du doigt. *Le Figaro*; (2005, novembre 17). Une famille de soixante-cinq membres dans la Cité des 4000. *Le Figaro*.
 - 7 Parmi ces mesures, on compte la mise en place du service civil volontaire ou la possibilité de recevoir une formation en travaillant dans une entreprise à partir de l'âge de 14 ans. En janvier 2006, le gouvernement, annonce la création du Contrat Première Embauche (CPE), contrat de travail à durée indéterminée réservé au moins de 26 ans. Le CPE donnera lieu à des manifestations estudiantines et lycéennes dans toute la France qui obligeront le gouvernement à faire marche arrière.
-

Bibliographie

- AFP. (2005, novembre 17). Les juges ne confirment pas le portrait des émeutiers dressé par Sarkozy.
- Aliagas, Nikos. (2005, novembre 11). Je brûle, donc j'existe et ça me suffit. *Le Figaro*.
- Bourtel, Karim & Vidal, Dominique. (2005). *Le mal-être arabe, enfants de la colonisation*. Paris: Editions Agone.
- Brézet, Alexis. (2005, novembre 4). Banlieues: Vingt-cinq ans après. *Le Figaro*.
- Ceaux, Pascal. (2005, novembre 4). Un jeune à Aulnay-sous-Bois: "Ce n'est qu'un début, on va continuer jusqu'à ce que Sarkozy démissionne". *Le Monde*.
- Ceaux, Pascal. (2005, octobre 30-31). Deuxième nuit de violences à Clichy-sous-Bois. *Le Monde*.
- Champagne, Patrick. (2000). La visión mediática. In Pierre Bourdieu (Ed.), *La miseria del mundo* (pp.51-63). Buenos Aires: FCE.
- Chavet, Delphine, Cornevin, Christophe & Négroni, Angélique. (2005, novembre 1). Les cinq questions au cœur des affrontements. *Le Figaro*.
- Chavet, Delphine. (2005, octobre 29-30). Détresse et consternation à Clichy-sous-Bois. *Le Figaro*.
- Cohen, Stanley. (2002). *Folk, devils and moral panics*. London: Routledge.
- De Charrette, Laurence, Gabizon, Cécilia, Négroni, Angélique & Pech, Marie-Estelle. (2005, novembre 14). Paroles brutes d'émeutiers. *Le Figaro*.
- Deltombe, Thomas. (2005). *L'islam imaginaire: La construction médiatique de l'islamophobie en France (1975-2005)*. Paris: La découverte.
- Donzelot, Jacques. (2004). La ville à trois vitesses: relégation, périurbanisation et gentrification. *Esprit*, 303 (mars-avril).
- Garcin-Marro, Isabelle. (2007). Des "jeunes" et des "banlieues" dans la presse de l'automne 2005: entre compréhension et relégation. *Espaces et sociétés*, 1-2 (128-129), 23-37.
- Goffman, Erving. (1975). *Stigmate: Les usages sociaux des handicaps*. Paris: Les Editions de Minuit.
- Guillaumin, Colette. (2002). *L'idéologie raciste: Genèse et langage actuel*. Paris: Gallimard.
- Hall, Stuart. (2007). *Identités et cultures: Politiques des études culturelles*. Paris: Amsterdam.
- Jarreau, Patrick. (2005, novembre 5). Un petit Mai 68 des banlieues. *Le Monde*.
- Kokoreff, Michel. (2008). *Sociologie des émeutes*. Paris: Payot & Rivages.
- Kokoreff, Michel. (2008, février, 16). On ne cesse de dépolitiser les émeutes. *Libération*.
- Lardellier, Pascal. (Ed.). (2003). *Violences médiatiques. Contenus, dispositifs, effets*. Paris: L'Harmattan.

- Le Gaoziou, Véronique. (2006). La classe politique française et les émeutes: une victoire de plus pour l'extrême droite. In Véronique Le Gaoziou and Laurent Mucchelli (Eds.), *Quand les banlieues brûlent: Retour sur les émeutes de novembre 2005* (pp. 31-52). Paris: La découverte.
- Mattelart, Tristan. (Ed.). (2007). *Médias, migrations et cultures transnationales*. Bruxelles: De Boeck Université.
- Mauger, Gérard. (2006). *L'émeute de novembre 2005: Une révolte protopolitique*. Paris: Editions du Croquant.
- Mayer, Cecilia Eseverri. (2007). Las "revueltas urbanas" de los hijos de inmigrantes en Francia. *Revista Migraciones Internacionales*, 13(4), 51-63.
- Morice, Alain. (2005). Les émeutes urbaines d'octobre-novembre 2005 en France: Comprendre avant de juger. Consulté le 8 août 2011, de <http://pajol.eu.org/article905.html>.
- Moulier Boutang, Yann. (2005). *La révolte des banlieues ou les habits nus de la république*. Paris: Amsterdam.
- Mucchielli, Laurent. (2002). *Violences et insécurité: Fantômes et réalité dans le débat français*. Paris: La découverte.
- Mucchielli, Laurent. (2006). Les émeutes de novembre 2005: Les raisons de la colère. In Véronique Le Gaoziou and Laurent Mucchielli (Eds.), *Quand les banlieues brûlent: Retour sur les émeutes de novembre 2005* (pp. 98-119). Paris: La découverte.
- Noiriel, Gérard. (1988). *Le creuset français. Histoire de l'immigration (XIXe-XXe siècle)*. Paris: Seuil.
- Papieau, Isabelle. (1996). *La construction des images dans les discours sur la banlieue parisienne*. Paris: L'Harmattan.
- Rey, Henri. (1996). *La peur des banlieues*, Paris: Presses de Sciences-Po.
- Rigoni, Isabelle. (2007a). De l'immigration à l'immigré: Quand l'objet devient sujet. *Migrations Société*, 19(111-112), 201-214.
- Rigoni, Isabelle. (Ed.). (2007b). *Qui a peur de la télévision en couleurs? La diversité culturelle dans les médias*. Montreuil: Aux Lieux.
- Rigouste, Mathieu. (2004). Le langage des médias sur "les cités": Représenter l'espace, légitimer le contrôle. *Hommes et Migrations*, 1252(novembre-décembre), 74-81.
- Rioufol, Ivan. (2005, novembre 4). Cités: Les non-dits d'une rébellion. *Le Figaro*.
- Santelli, Emmanuelle. (2005). De la "deuxième génération" aux descendants d'immigrés maghrébins. *Temporalités*, 2, 29-43.
- Sarkozy, Nicolas. (2005, novembre 6-7). Notre stratégie est la bonne. *Le Monde*.
- Smolar, Piotr. (2005, novembre 4). Les RG ont recensé 70 000 cas de violences urbaines depuis janvier. *Le Monde*.
- Tabet, Marie-Christine. (2005, novembre, 11). Les préfets se penchent sur un casse-tête juridique. *Le Figaro*.

Tajfel, Henry. (1982). Social psychology of intergroup relations. *Annual Review of Psychology*, 33, 1-39.

van Eeckhout, Laetitia. (2005, novembre, 11). Nicolas Sarkozy veut expulser les étrangers impliqués dans les violences urbaines. *Le Monde*.

À propos des auteures

Paola García est Professeure Associée à l'Université d'Avignon. Docteure en Etudes Hispaniques et Latino-américaines (Université Paris 8-Saint-Denis) et en Sociologie (Université Complutense), elle est membre de l'équipe de recherche Identités culturelles, Textes et Théatralité (ICTT). Ses recherches portent sur les changements identitaires et religieux dans le cadre des processus migratoires et ont donné lieu à diverses publications.

Jéssica Retis est Professeure Associée à l'Université de l'Etat de Californie à Northridge. Docteure en Amérique Latine Contemporaine (Université Complutense), elle s'est spécialisée dans l'analyse des médias et des migrations contemporaines. Ces thématiques ont donné lieu à de nombreuses publications. Actuellement elle fait partie du Groupe Interdisciplinaire de Chercheurs Migrants (www.giim.wordpress.com).

Pour citer cet article:

García, Paola & Retis, Jéssica. (2011). Jeunes et minorités ethniques dans la presse européenne: Les médias et les émeutes parisiennes de 2005. *Global Media Journal -- Canadian Edition*, 4(1), 77-92.